Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

Violences : Les maires de Vaucluse veulent défendre la République



« Il est temps de défendre la République sans ambiguïté. » C'est ce que viennent de proclamer les élus de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) suite aux violences du week-end lors d'une réunion des maires qui s'est tenue aujourd'hui à l'hôtel de ville de Courthézon.

Réunis en conseil d'administration ce lundi 19 octobre à l'hôtel de ville de Courthézon à l'initiative de l'Association des maires de Vaucluse (AMV), de nombreux maires, élus locaux et citoyens ont ensuite participé à un rassemblement républicain destiné à exprimer leur soutien aux communes, agents publics, forces de l'ordre ainsi qu'à l'ensemble des victimes des violences, dégradations et pillages survenus ces derniers jours dans plusieurs villes françaises.

« Une mairie n'est pas un bâtiment comme un autre. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez, coprésidents de l'AMV

À cette occasion, les maires du Vaucluse ont fait tout particulièrement part de leur 'stupéfaction et de leurs inquiétudes' face aux attaques contre les bâtiments publics et les agents communaux survenus dans des mairies ce samedi 17 octobre.
« Une mairie n'est pas un bâtiment comme un autre, insistent Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez, coprésidents de l'AMV. Dans nos communes, particulièrement dans les territoires ruraux, elle représente la proximité, le service public, la solidarité et la présence concrète de la République au quotidien. Attaquer une mairie, un commerce ou un équipement public, c'est se dissocier totalement et volontairement du pacte républicain qui s'impose à nous. Les conséquences de ces choix doivent être assumées et l'Etat doit y répondre fermement. »



Malgré la pluie, Pascale Bories, maire de Villeneuve-lès-Avignon, a réuni ses élus et ses administrés lors d'un rassemblement républicain qui s'est tenu devant l'hôtel de ville de la cité cardinalice.
Crédit : Jérémie le Maoût/DR

Plusieurs rassemblements devant les mairies de Vaucluse
En marge de la mobilisation des maires de Vaucluse suite à leur conseil d'administration qui s'est tenu à Courthézon, plusieurs communes ont prévu des rassemblements de soutien devant leur mairie aujourd'hui.
Répondant ainsi à la mobilisation de l'Association des Maires de France (AMF), Thierry Lagneau, maire de Sorgues et son conseil municipal ont ainsi invité les Sorguais à se rassembler à 12h, sur le parvis du centre administratif.
De l'autre côté du Rhône (voir photo ci-dessus), c'est à Villeneuve-lès-Avignon que Pascale Bories a réuni

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

élus et concitoyens lors d'un rassemblement républicain clôturée par une minute de silence respectée en hommage « à tous ceux et celles qui au péril de leur vie assurent la protection des autres, forces de l'ordre, pompiers et services de secours ».
« La démocratie a besoin de débats, de contradictions et parfois de désaccords profonds. Mais elle ne peut vivre sous la menace et l'intimidation », rappelle l'élue gardoise, aussi vice-présidente du Grand Avignon.
Plus tard, c'est devant l'hôtel de ville de l'Isle-sur-la-Sorgue et celui d'Avignon que les habitants ont été conviés à se réunir à partir de 18h afin de condamner ces violences et de réaffirmer leur attachement aux valeurs de la République.

« Les maires du Vaucluse s'indignent de ces violences, dégradations et pillages commis ces derniers jours, poursuivent les deux élus, respectivement maires La Tour d'Aigues et l'Isle-sur-la-Sorgue. Rien ne peut justifier que l'on incendie, que l'on détruise ou que l'on attaque les symboles de la République. Ils alertent également sur la responsabilité de ceux qui entretiennent les ambiguïtés face à ces violences et qui ainsi soufflent sur les braises de groupuscules d'ultra-gauche venus pour semer le chaos et rendant ainsi inaudibles de légitimes revendications portées par de nombreux Français manifestant dans le calme. »

> « À ceux qui détruisent, nous répondons par l'unité. »

Appel à une réponse ferme et exemplaire de l'État
Dans ce cadre les maires réunis à Courthézon, sous la houlette de Nicolas Paget, maire de la commune, ont appelé l'État, le Gouvernement et l'autorité judiciaire « à apporter des réponses rapides, fermes et exemplaires face à ceux qui s'attaquent aux institutions, aux biens publics et aux acteurs économiques qui font la vie quotidienne des villes et villages ». Dans la foulée, les maires vauclusiens ont également tenu à rendre hommage à toutes celles et tous ceux qui font vivre la République au quotidien : les élus locaux, les agents territoriaux, les policiers, les gendarmes, les militaires, les sapeurs-pompiers, les services de secours, mais aussi les commerçants.

« Face à ceux qui choisissent la destruction, les maires du Vaucluse répondront par leur profond attachement à l'ordre républicain, au respect des règles communes du contrat social afin de permettre aux citoyens de vivre en paix. À ceux qui détruisent, nous répondons par l'unité. À ceux qui divisent, nous répondons par l'amour de la République. À ceux qui pillent, nous répondons par le travail », martèlent les deux coprésidents de l'AMV.

Laurent Garcia

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

Le monde économique se mobilise également

« Au lendemain d'une nuit de violences urbaines d'une intensité rare, Les Entrepreneurs Sud (ndlr : ex-CPME) expriment le choc et la colère de nos commerçants et artisans », explique dans un communiqué l'organisation patronale présidée en Paca par Alain Gargani.

« Face aux pillages qui ont dévasté nos centres-villes, l'organisation déploie un accompagnement d'urgence, poursuit ce dernier. Elle appelle à une mobilisation générale et conjointe de l'État, des assurances et de l'ensemble des réseaux consulaires et des citoyens pour sauver notre tissu économique de proximité. Détruire une vitrine ou un atelier, c'est anéantir des années de labeur. Nos artisans font vivre l'économie locale au quotidien. Nous n'attendons plus des paroles de compassion, mais des actes : des sanctions fermes et un déblocage immédiat des indemnisations. »

Même indignation pour le Medef Vaucluse qui rappelle « la mise en place par la direction nationale de l'Urssaf d'un dispositif d'accompagnement destiné aux établissements saccagés. Le recensement des établissements concernés sera engagé auprès des chambres de commerce et d'industrie (CCI), afin d'identifier les entreprises sinistrées et de faciliter leur accès aux mesures de soutien. Le Medef Vaucluse reste attentif à la situation des entreprises du territoire et salue la réactivité de l'Urssaf. Il appelle à une mobilisation coordonnée des acteurs économiques et institutionnels pour permettre aux établissements sinistrés d'être identifiés et accompagnés dans les meilleurs délais. »

« Les commerçants veulent des protections, pas des allocutions ! »

De son côté la Fédération nationale de l'habillement (FNH) estime que cette situation aggrave une conjoncture déjà très difficile.

« Ces violences frappent des commerçants déjà fragilisés par une conjoncture économique particulièrement dégradée depuis plusieurs mois, déclare Pierre Talamon, président de la FNH. Pour les entreprises concernées, les conséquences des pillages et dégradations risquent d'être lourdes : pertes de marchandises, fermetures temporaires, difficultés de trésorerie, retards dans les paiements des charges, des fournisseurs ou des loyers. »

Enfin, le SDI (Syndicat des Indépendants et TPE) s'adresse directement au président de la République : « Monsieur le Président, les commerçants veulent des protections, pas des allocutions ! »

« Les commerçants n'ont pas besoin d'une condamnation supplémentaire des violences, prévient Marc Sanchez, secrétaire général du SDI. Ils ont besoin de pouvoir ouvrir leurs magasins sans craindre de les retrouver détruits. Ils n'ont pas à payer le prix des débordements ni celui d'une protection insuffisante. Ce soir, les mots ne suffiront pas. Nous attendons des actes. On ne peut prétendre défendre le commerce de proximité sans commencer par le protéger. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

Le Medef & la CGT de Vaucluse : une vision commune pour le département ?



En partenariat avec nos confrères de La Marseillaise, rencontre entre Frédéric Laurent, secrétaire général de l'union départementale de la CGT Vaucluse, et Roland Paul, nouveau président du Medef Vaucluse. L'occasion pour les deux leaders syndical et patronal locaux de confronter leur conception du monde du travail et de l'entreprise. Si les deux représentants sont plutôt éloignés sur les sujets nationaux, comme les retraites tout particulièrement, ils affichent en revanche une vraie vision commune sur les sujets vauclusiens comme la LEO, le foncier économique ou bien encore le logement.

Quel est votre vision et votre attachement à ce que l'on appelle le modèle social Français ?
Frédéric Laurent : « Nous sommes effectivement très attachés à ce modèle même si l'on constate qu'il est très fortement mis à mal depuis quelques années. Notamment en matière de protection sociale des salariés avec des inégalités qui se creusent dans un département parmi les plus pauvres de France. Une précarité qui touche tout particulièrement un salariat très féminisé ainsi que beaucoup de familles monoparentales féminines. Je pense en tout cas, que les Vauclusiens, comme les Français, sont très attachés à ce modèle social de solidarité, de partage, d'un système qui permet à tous de s'en sortir, de lever la tête. Mais malheureusement, on le voit, il est attaqué sur le chômage, les retraites, l'emploi ou bien encore les conditions de travail. »
Roland Paul : « De par mes fonctions à GSE, j'ai l'occasion de travailler régulièrement dans différents pays. Et quand l'on se compare avec ces derniers, c'est certain que nous avons un bon modèle social. Un

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

modèle auquel nous restons tous très attachés, c'est une réalité. Mais au-delà de cela, quand on regarde autour de nous on voit aussi que ce n'est pas seulement ce modèle-là qui est attaqué, c'est aussi la démocratie dans son ensemble. Jusqu'à preuve du contraire cependant, nous n'avons pas mieux fait que la démocratie. »

L'une des questions récurrentes liées à ce modèle social est : comment le finance-t-on ?
Frédéric Laurent : « Aujourd'hui, tous les éléments fondateurs de notre système social français, qui est envié dans le monde entier, font l'objet d'attaques multiples. On parle ici de la protection sociale ou de l'accès à la santé, mais il y a également la protection quand on perd un emploi. Donc la question essentielle, c'est la volonté d'agir sur le financement. Parce que l'on nous dit que cela coûte trop, mais regardons aussi comment mettre plus de recettes en face pour pallier ces dépenses. C'est pour cela qu'il faudrait aussi ponctionner là où il faut. Actuellement, le financement de la protection sociale repose sur la répartition, donc la cotisation que vous et nous, entreprises et salariés, mettons dans le pot commun pour la soutenir. Par contre, il y en a certains qui sont bien à l'abri. Pourquoi ne ponctionnerait-on pas les revenus colossaux du capital, comme on ponctionne un peu les salaires des deux parts, patronal et salarial ? Pourquoi, sur le régime des retraites, ne taxerait-on pas les entreprises qui refusent l'égalité homme-femme ? Cela rapporterait, je crois, 2,3 milliards d'euros par an. Il y a aussi tout un tas d'aspects sur certains éléments complémentaires au salaire qui ne contribuent pas au régime de l'éducation sociale. Les primes d'investissement, l'épargne salariale, l'épargne retraite… ne cotisent pas au même niveau que le salaire pur et simple. Pourquoi ne pas le faire rentrer ? Et puis, pourquoi pas augmenter un tout petit peu, 0,5% par exemple, la cotisation patronale. Cela créerait une dizaine de milliards par an. »

> « Il faut veiller à ce que nos entreprises, qui créent la richesse dans notre pays, ne croulent pas sous les charges et puissent rester compétitives. »
>
> *Roland Paul, président du Medef 84*

Roland Paul : « Il y a des choses fondamentales à financer dans notre pays, comme l'éducation ou la santé. Ce ne sont pas des dépenses, ce sont des investissements. En revanche, nous avons déjà les taux de prélèvement et d'imposition les plus élevés d'Europe. Alors je veux bien qu'il y ait tous ces débats sur la TVA sociale, sur l'imposition des riches afin de faire rentrer encore plus d'argent, mais je pense qu'il y a aussi un tri à faire dans les dépenses y compris dans les aides aux entreprises. Quand on ponctionne de plus en plus, on prend le risque de mettre les gens et les entreprises à genoux. Ponctionner la richesse du capital, c'est aussi prendre le risque que les gens s'en aillent. Au final, je pense que, plutôt que d'aller ponctionner et aller prendre plus d'argent pour en distribuer encore plus, il vaut mieux orienter correctement et un peu moins dépenser. Par ailleurs, quoi qu'on en dise nous sommes aussi en concurrence avec les autres pays. Et il faut veiller à ce que nos entreprises, qui créent la richesse dans notre pays, ne croulent pas sous les charges et puissent rester compétitives. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026



Frédéric Laurent
Après avoir fait une formation d'infirmier psychiatrique à l'hôpital de Montfavet, Frédéric Laurent 'est tombé dans la marmite' du syndicalisme quelques années après. Celui qui est arrivé sur Avignon à l'âge de 3 ans, a ensuite occupé plusieurs fonctions départementales ou nationales au sein de la CGT, notamment dans le domaine la santé. Durant ce parcours, il a été secrétaire départemental de la CGT 84 durant 30 ans avant de prendre, il y a 3 ans, la responsabilité de secrétaire général de l'union départementale de la CGT Vaucluse qui compte près de 7 000 adhérents dans le département. Une fonction qu'il va quitter d'ici une quinzaine de jours. « Je retourne dans mon hôpital, pour exercer le métier que j'aime en attendant la retraite. Le plus tôt possible, je l'espère », dit-il malicieusement avec un sourire pour le président du Medef 84 assis à ses côtés.

Justement, comment concilier tout cela ?
Roland Paul : « Pour le financement des retraites, c'est simple : il a y une équation à résoudre concernant notre système de répartition. Quand on regarde le nombre de gens qui payent et ceux qui en ont besoin, cela ne marche pas. C'est clair qu'on ne peut pas financer de cette manière-là. Il y a donc quelque chose à faire, mais il n'y a pas 36 solutions. Il y a seulement 3 ou 4 paramètres où l'on peut agir. C'est soit travailler plus ou ponctionner plus. Mais dans ce cas on va gagner moins alors que les salariés et les retraités ont déjà du mal à vivre avec ce qu'ils ont. Il faut donc réfléchir à un nouveau modèle. Je ne sais pas ce qui va sortir des discussions actuelles sur le sujet, mais nous vivons de plus en plus vieux et en meilleure santé. Nous pouvons donc travailler quelques années de plus. Bien évidemment, il y a des métiers ou cela n'est pas possible et il faut voir cela au cas par cas. Au final cependant, quoi que l'on fasse, quand le nombre de gens qui payent est trop petit par rapport au nombre de gens qui reçoivent, la répartition ne fonctionne plus. C'est mécanique. Donc pour financer tout cela, nous risquons de devoir arriver à une certaine dose de capitalisation. »

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

Frédéric Laurent : « Pour notre part, nous sommes opposés à l'idée de la capitalisation et nous restons très attachés au principe de la répartition. Par contre, nous sommes d'accord sur l'idée d'aller chercher de l'argent ailleurs mais nous ne sommes pas forcément entendus par le Gouvernement. Aujourd'hui, 73% des citoyens sont encore opposés à cette réforme qu'ils jugent néfastes. Travailler jusqu'à 64 ans, on ne le veut pas. Sur la question du vieillissement : il y a vieillir davantage en bonne santé, et il y a aussi la dégradation que nous constatons depuis quelques années. L'accès à la santé est tel aujourd'hui que beaucoup de salariés renoncent à se soigner et vieillissent avec des pathologies qui n'existaient plus. Qui vieillissent avec des maladies professionnelles apparaissant parce qu'ils se soignent moins bien. On va plus chez le dentiste parce que déjà, pour trouver un rendez-vous, c'est catastrophique. On peut travailler plus mais dans qu'elles conditions ? »

A l'heure où la fidélisation des salariés et les difficultés de recrutement constituent un enjeu majeur pour les entreprises, ces conditions de travail sont déterminantes dans le cadre de la fidélisation de ce capital humain ?

Roland Paul : « Je pense profondément qu'une entreprise ne peut marcher que si ses salariés s'y sentent bien. Il y a des sociétés qui fonctionnent en prenant les gens pour des imbéciles, mais ce n'est pas durable. Je le dis souvent, pour qu'une boîte se porte bien, il faut avoir des clients et des salariés satisfaits. Qu'est-ce qui fait que les gens sont bien dans une entreprise ? Bien sûr, que nous allons tous travailler pour être payé. Si tu n'es pas payé correctement, cela ne marche pas. Ça fait partie de l'équation, mais ce n'est pas le seul élément. Il faut également donner des responsabilités aux salariés, leur faire confiance, les respecter et les reconnaître dans ce qu'ils font. Avoir des beaux locaux c'est bien aussi, mais c'est annexe. Chez GSE, nous avons notamment mis en place des accords de participation et d'intéressement. Cela veut dire que quand la boîte va bien, elle partage. Si à cela, on rajoute l'aspect fondamental du développement durable et de la vision sociétale, ton entreprise réunit toutes les bases de son développement. Autant d'éléments qui font que les gens restent un peu plus chez toi plutôt que de partir dans d'autres sociétés. A l'inverse, si on considère l'humain comme une variable d'ajustement, comme une machine, on se trompe complètement. Et au plus on ira dans cette direction, plus on fera fausse route. »

> « Le salaire, c'est ce qui permet de pouvoir faire vivre sa famille, de pouvoir s'émanciper, se cultiver. »
>
> *Frédéric Laurent, secrétaire général de l'union départementale de la CGT Vaucluse*

Frédéric Laurent :« Je suis entièrement d'accord. D'abord, il y a la question salariale qui est essentielle. Le salaire, c'est ce qui permet de pouvoir faire vivre sa famille, de pouvoir s'émanciper, se cultiver, etc. Aujourd'hui, la hauteur des salaires dans beaucoup d'entreprises n'est pas suffisante pour pouvoir parer aux besoins fondamentaux. Oui, je pense que les salaires sont nettement insuffisants dans le pays et plus particulièrement en Vaucluse où l'on dénombre beaucoup de personnes en dessous du salaire médian. Ensuite, il y a la question des conditions de travail et du bien-être au travail. On le constate dans toutes les entreprises et les administrations où nous sommes implantés : quand les conditions de travail sont

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

mauvaises, quand il n'y a pas ce respect des salariés, il faut qu'il y ait cet échange, ce dialogue social à tous les échelons. Il y a quelques années, on avait des groupes de travail entre organisations syndicales, le Medef, la CPME… On arrivait à avancer, en évitant notamment les conflits. Peut-être qu'il n'y en a pas beaucoup dans votre entreprise, mais nous voyons une recrudescence de conflits dans beaucoup d'entreprises de tout type, des très grosses, des petites, des artisans… Cela est souvent lié au fait qu'il n'y a pas la volonté d'appliquer les conditions de travail : 'c'est bosse et tais-toi'. Alors que le respect du salarié, c'est la base des bases, comme le respect des patrons et des cadres. Pourquoi avons-nous des viviers d'entreprises où il y a autant de conflits qui partent aux prud'hommes ? Où il y a impossibilité de discuter. Est-ce parce qu'il n'y a pas de syndicats et de délégué syndical qui peuvent jouer ce rôle de tampon ? La citoyenneté au travail est un manque crucial dans notre pays. Salariés et employeurs ne sont pas les pires ennemis du monde même si nous sommes dans une société où l'on cherche plus à se quereller qu'à essayer de construire ensemble. Même si nous avons des exemples de répression syndicale dans quelques entreprises, nous devons favoriser le dialogue en construisant des passerelles afin d'éviter les conflits surtout dans toutes ces entreprises qui sont privées de représentants ou qui sont privées de volonté de dialogue de part et d'autre. »

Festival Off d'Avignon, quand la CGT spectacle met les pieds dans le plat

Cette détérioration de cette citoyenneté au travail c'est elle accentuée avec la crise sanitaire du Covid ?

Frédéric Laurent :« C'est clair qu'il y a eu un grand mouvement de bascule avec une prise de conscience de vouloir 'vivre autrement', de donner 'une chance' à sa vie. On l'a constaté dans la tête des salariés. Certains ont complètement changé de métier, parfois par dégoût, comme les professionnels des hôpitaux par exemple. On nous applaudissait tous les soirs, mais derrière cela a été une catastrophe. A l'inverse, dans les entreprises où on était bien, je pense qu'il y a eu un véritable attachement. L'adaptation au télétravail a été aussi un bon point pour les salariés et pour les entreprises qui en avaient besoin. Par contre, il est nécessaire que l'on réinstaure des liens au travail pour améliorer les conditions de travail. Tout ça, cela passera par le dialogue que nous essayons d'avoir ensemble. Car il est clair que les rapports sociaux au travail, c'est primordial. »

Roland Paul : « Effectivement, avec le confinement il y a les gens qui se sont aperçus qu'ils ne pouvaient plus être dans le métier dans lequel ils étaient avant. Ils sont allés dans d'autres secteurs d'activité et se sont aperçus que c'était mieux. Pour le télétravail, moi je l'ai pris avec précaution car chez GSE notre boulot on ne pouvait pas l'arrêter. En plus, je pensais que si le pays complet se mettait au chômage, à la fin on en crèverait car on ne peut tirer sur la bête indéfiniment. Sur le télétravail, je suis convaincu qu'une société c'est autre chose que plein de gens qui travaillent. C'est avant tout des personnes qui travaillent en commun sinon tu n'as pas de société. Nous, nous arrivons à faire projets car nos collaborateurs 'bossent' ensemble, ils confrontent les idées. Cela ne marche pas seul devant un écran car nous sommes des 'bêtes à sang chaud'. Nous avons besoin de nous sentir. Là où il y un problème,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

notamment de climat social, c'est quand les gens n'ont pas envie d'aller au travail. Quand ils y sont malheureux. Chez nous, en moyenne il y a 1 jour de télétravail autorisé. Nos salariés l'utilisent seulement à 40%. »



Roland Paul
Originaire de Beaumont-du-Ventoux, Roland Paul est le président de GSE. Après avoir travaillé quelques années à Lyon, puis à Nice, il a intégré il y 28 ans les équipes de GSE en tant qu'ingénieur de projet. « J'y ai fait à près tous les boulots » avant d'en devenir président il y a une dizaine d'années.
Côte syndicalisme, Roland Paul est le nouveau président du Medef 84 depuis quelques mois. « C'est un mandat de 3 ans que j'ai accepté pour participer au développement du Vaucluse et de son économie », explique celui qui a été aussi délégué syndical CFTC au sein de son entreprise et qui vient de recevoir l'Ordre national du mérite des mains de Bertrand Gaume, ancien préfet de Vaucluse.

On parle beaucoup de réindustrialisation de la France : comment voyez son développement en Vaucluse et avec quel foncier ?
Roland Paul : « Je peux en parler en toute connaissance de cause puisque c'est mon métier. Chez GSE, nous avons construit un certain nombre d'usines et je peux vous affirmer que ces projets voient le jour là où il y a du foncier et des terrains disponibles ainsi que là où tous les acteurs économiques locaux sont alignés : le maire, le président de la communauté de communes, le préfet, le patron de la Région, les services de l'Etat… Si tout le monde est là en disant 'on va construire ici', on peut aller assez vite même si nous sommes en France où cela est parfois un peu compliqué. Moi, j'ai connu un certain nombre de gens qui arrivaient dans le Vaucluse et qui voulaient s'installer. On n'a pas trouvé de terrain et ils sont repartis sans créer d'emplois pour les Vauclusiens. Je discute aussi avec des entreprises du département

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

qui veulent s'agrandir pour répondre à leurs besoins de développement. Ils ne peuvent pas non plus car il n'y a pas de place. Nous avons donc un vrai problème de foncier économique dans le Vaucluse. Il est impératif d'y travailler, là aussi, avec tous les acteurs économiques à développer ce foncier économique. Tout cela, c'est pour créer de l'emploi et de la richesse pour les habitants de ce territoire. Dans cette optique, nous travaillons avec la CCI 84, le Département, la Région ou bien encore l'Etat sur ce sujet dans le cadre des assisses du foncier qui se tiendront le 19 juin prochain au campus de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse. On doit donner la priorité à la réindustrialisation. »

> « Nous avons un vrai problème de foncier économique dans le Vaucluse. »
>
> *Roland Paul*

Frédéric Laurent : « Le foncier industriel est une problématique majeure dans le département. Surtout lorsque l'on constate que 10% de l'économie vauclusienne est générée par l'industrie, 52% par le secteur tertiaire et 30% par le commerce. Certes, cela est dû au positionnement de notre département, au carrefour de l'Italie, de l'Espagne et de la Vallée du Rhône, qui favorise l'implantation du commerce, des services et des plateformes logistiques. Oui, il y a besoin d'une réindustrialisation et il faut que tous acteurs locaux y participent. Pour cela, il faut débloquer du foncier pour pouvoir agrandir des entreprises ou en accueillir de nouvelles. Cela doit aussi passer par un nouvel aménagement du territoire, intégrant tout particulièrement la problématique des transports. Moi, je viens de Courthézon. C'est à seulement 21 km, mais ce matin j'ai encore mis 58 minutes pour venir travailler. Si j'habite à Courthézon et que je veux y travailler, je ne vois pas où je pourrais le faire. Pourquoi, n'y a-t-il pas d'entreprises dans certaines localités ? Parce qu'il n'y a pas de services publics à la hauteur, parce qu'il n'y a pas d'écoles qui répondent aux besoins. Parce que l'employeur, s'il implante une usine quelque part, il veut que ses salariés puissent avoir un hôpital pas trop loin, qu'ils puissent mettre ses enfants à l'école sans avoir à faire trop de route pour les y emmener parce qu'il n'y a pas ou peu de transports collectifs. Tout ça pour éviter que les gens arrivent fatigués et énervés. La question du retour des industries dans notre département est liée à tous ces facteurs-là. Créer du foncier pour pouvoir réimplanter des industries et renforcer notre attractivité avec des services publics qui répondent aux besoins autant des salariés que des employeurs. Il faut enfin prendre en compte les besoins de formations. Les métiers du cartonnage, qui était une industrie phare du département, ont tous disparu. Il n'y a plus de formation au métier du cartonnage alors que nous avons encore des savoir-faire colossaux sur Valréas, sur tout le bassin de l'Isle-sur-Sorgue avec les industries du papier aussi. Il y a des choses à travailler ensemble sur ces questions. Quand on voit également que le Vaucluse est un important producteur de fruits et légumes qui partent être transformés dans d'autres départements voire d'autres pays, alors que l'on sait faire tout cela ici. Il nous faut des industries qui permettent à nos salariés d'atteindre d'autres niveaux de qualification et de rémunération. »
Roland Paul : « Un emploi dans l'industrie en génère quasiment 3 sur son territoire. Effectivement, on produit des tomates mais on pourrait en produire 3 fois si nous avions les industries de transformation à côté. Cela a du sens, notamment en termes de développement durable. »
Frédéric Laurent : « Produire et traiter les produits ici, cela impacte favorablement l'environnement

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

quand on voit le nombre de camions qui traversent ce département, ne serait-ce que sur la rocade, par exemple. »

« La LEO, c'est une aberration que l'on n'arrive pas à avancer. »

Frédéric Laurent

C'est l'occasion de parler des mobilités que vous avez déjà abordé en partie auparavant et notamment du dossier de la LEO (Liaison Est-Ouest) ?

Roland Paul : « J'ai entendu que ce projet n'était pas spécialement voulu par tout le monde mais je crois qu'il y a un vrai intérêt à réaliser le contournement d'Avignon. Cela fait partie des éléments déterminants pour l'avenir de ce territoire. De GSE au centre-ville il y en au moins pour trois quarts d'heure. Il y a un vrai travail à faire. Et il faut qu'on le fasse maintenant parce que 2027, c'est trop tard puisque le DUP (Déclaration d'utilité publique) tombera. C'est donc immédiatement qu'il faut que l'on travaille même si ce n'est pas simple car ce tracé touche 2 régions, 3 départements. Ce n'est pas des plus faciles d'un point de vue administratif mais je pense qu'avec une volonté… Plus généralement nous sommes dans un département assez rural où disposer d'un réseau de transports en commun pour amener les gens au travail est assez complexe à mettre en place. Il y a toutefois des choses à faire. »

LEO : quand la Ville et l'Agglo d'Avignon s'opposent à leur propre bassin de vie

Frédéric Laurent : « Le tour d'Avignon, c'est devenu catastrophique. Le contournement de la ville avec la LEO, c'est une aberration que l'on n'arrive pas à avancer. Mais la LEO ce n'est pas qu'une problématique économique c'est aussi une question de santé publique. Sur la rocade, nous atteignons des records de cancer des enfants à cause de la pollution générée par le trafic qui passe sous les fenêtres des habitants. Sur ce projet, nous sommes chaque fois percutés par ces changements de départements, de préfectures, etc. Et au final, on n'arrive pas à construire une réelle volonté à long terme. Pourtant, il y a urgence. Prenons l'exemple de la réouverture de la ligne ferroviaire au Carpentras-Avignon. Au début, ça patinait un peu car cela changeait les habitudes : 'Je viens en voiture, c'est tellement plus simple'. Maintenant, je connais beaucoup de salariés qui apprécient d'utiliser cette ligne. Quand on donne aux salariés la possibilité d'utiliser les transports en communs, quand ils existent ou quand on arrive à les construire, ils les utilisent. Le tramway, quelle aberration ! Pourquoi le tramway ne va pas jusqu'à l'hôpital, la gare TGV, la zone d'Agroparc. Les entreprises n'en profitent même pas alors que pourtant, ce sont elles, et leurs salariés indirectement, qui l'ont financé via le versement transport. Sur ces questions, nous faisons des propositions, avec le syndicat CGT des cheminots d'Avignon sur le projet d'étoile ferroviaire, afin d'amener le salarié de bout à bout. Parce qu'aujourd'hui, le salarié qui veut prendre les transports en commun pour aller, ne serait-ce que dans votre secteur vers le parc d'activités de

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

l'aéroport, c'est impossible. Pour aller sur la zone d'Auchan, selon où l'on habite, il faudra prendre plusieurs moyens de transport. Pour aller en Courtine, c'est pareil. »

> « C'est l'aménagement du territoire qui fera que les entreprises reviennent en Vaucluse. »
>
> *Frédéric Laurent*

Roland Paul : « Pour la LEO, je pense que les organisations syndicales peuvent aider parce que nous ne sommes pas arrêtés par des départements. Nous allons voir les collègues des autres régions et des autres territoires qui ont les mêmes objectifs que nous. Et eux, ne sont pas tenus par un carcan administratif. »
Frédéric Laurent : « Il faut arrêter cette pollution que l'on met sur notre département. Le matin, je vois des gens seuls dans leur voiture. Des gens qui viennent du même village, qui vont dans la même entreprise, qui ont les mêmes horaires et qui utilisent deux voitures. Il n'y a pas de moyens adaptés, pas assez d'aires de covoiturage. Il n'y a rien d'incitatif. L'aide à la mobilité ne peut se faire que s'il y a une offre de mobilité. Allons alerter ensemble le préfet sur cette nécessité pour l'entreprise et les salariés de travailler sur ces questions car c'est l'aménagement du territoire qui fera que les entreprises reviennent en Vaucluse. »

Nous avons parlé de mobilité mais il y a aussi des difficultés d'accès au logement pour les salariés et, plus largement, pour l'ensemble des Vauclusiens ?
Frédéric Laurent : « Ce sujet est également fondamental dans un territoire où certaines communes n'ont pas la volonté d'élargir la capacité d'accueil en logement social. Certains maires préfèrent payer des amendes plutôt que de construire ce type de logements. Alors que malheureusement, 75% des populations sont éligibles au logement social dans notre département. Un département où dans certaines zones, la plupart des habitations sont fermés la moitié de l'année, parce que ce sont des lieux dédiés au tourisme. Avec la recrudescence, dans certaines communes comme Avignon, de la présence de location de type Airbnb. Ce qui fait que le salarié qui veut continuer à travailler près d'Avignon, il ne peut plus s'y loger. L'accès au logement devient très compliqué. Les loyers sont très chers par rapport au revenu. Il y a un manque crucial de logements dans le département. Il y a beaucoup de salariés pauvres qui, faute de moyens, vivent dans leur voiture. Les questions de mobilité et de logements impactent directement les possibilités d'emploi. Il y a peut-être 30 000 postes disponibles et 60 000 chômeurs dans le département. Mais certains de ces postes restent vacants car on ne peut pas s'y rendre ou on ne peut pas se loger à proximité, donc on ne les prend pas. »

> « Comment être un territoire attractif si l'on ne peut pas se loger et se déplacer ? »
>
> *Roland Paul*

Roland Paul : « Je suis entièrement d'accord. Comment être un territoire attractif si l'on ne peut pas se loger et se déplacer ? Nous avons la cité des papes, le Festival, Châteauneuf-du-Pape, le Ventoux, les

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

Chorégies, Fontaine de Vaucluse… plein d'atouts culturels ou naturels. Je le constate, de manière générale les gens sont attachés au Vaucluse. Il peut y avoir du mouvement dans les entreprises mais quand tu es à Paris, tu n'as pas le même turnover qu'à Avignon. Les gens qui sont ici veulent rester ici parce qu'ils y sont bien. Mais il y a aussi de la précarité et de la violence. Avignon fait partie des villes qui sont montrées du doigt en France. Toute cette mauvaise publicité n'est pas de nature à attirer les gens. Si je suis venu au Medef, c'est pour tenter de régler quelques trucs. On ne réglera pas tout, mais si on peut en solutionner quelques-uns. Pour cela, il ne faudra pas agir dans son coin mais il faudra le faire ensemble. »

Propos recueillis par Florent De Corbier pour La Marseillaise et Laurent Garcia pour L'Echo du mardi.

Medef Vaucluse : le patron de GSE pour un nouveau départ

Patronat : le Medef Vaucluse tourne la page de l'UP-Medef 84

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026



Après avoir notamment vu le nombre de ses adhérents fondre comme neige au soleil, le Medef (Mouvement des entreprises de France) entend rebondir en Vaucluse. Pour cela, le syndicat patronal a dépêché plusieurs de ses dirigeants nationaux et régionaux lors de l'AG de la structure vauclusienne qui vient de se tenir dans les locaux de GSE à Avignon. Une présence remarquée qui illustre la détermination du Medef à reprendre toute sa place en Vaucluse

« Cela s'est bien passé. On a tourné la page de façon propre », confie Bruno Arcadipane, premier vice-président du Medef national, en charge des adhérents. Une manière délicate d'expliquer que l'opération de reprise en main de la section vauclusienne du syndicat patronal s'est déroulée en douceur.
Il faut dire que, lassé des 'spécificités' du fonctionnement local, le Medef national était représenté en force lors de cette assemblée générale du Medef Vaucluse qui s'est tenue le 5 juin dernier au siège avignonnais de GSE, la plus importante entreprise vauclusienne implantée dans le département.
En effet, outre Bruno Arcadipane, également président d'Action Logement, Jean-Louis Maurizi, président du Medef Sud, Jean-Luc Monteil, ancien président régional, et Olivier Tarrazi, représentant l'UPE 13 et membre du bureau du Medef Sud, avaient aussi fait le déplacement pour remettre de l'ordre au sein de l'antenne vauclusienne de la première organisation patronale hexagonale.

> « Le Vaucluse est apparu en haut de la pile des priorités. »
>
> *Bruno Arcadipane, 1er vice-président du Medef national*

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026



Une centaine de personnes ont participé à l'AG du Medef Vaucluse dans les locaux du siège de GSE.

« Quand Patrick Martin (ndlr : le nouveau président national du Medef élu en juillet 2023), a fait le tour d'horizon des territoires où il y avait des problèmes à régler, le Vaucluse est apparu en haut de la pile des priorités, reconnaît avec franchise Bruno Arcadipane. Il était, de ce fait, indispensable de recréer une dynamique. Ce territoire, avec la qualité des entreprises et son tissu économique qui le composent, le mérite. Il est donc important que le Medef retrouve sa place. »
L'accueil chaleureux de la centaine de participants à cette AG, alors que la structure ne comptait plus qu'une petite cinquantaine d'adhérents, semble prouver les attentes d'une partie du patronat local.
« Ce déplacement de responsables nationaux est un message très fort, insiste Bruno Arcadipane. Il était très important que l'on soit là pour montrer notre détermination à mettre un terme à cette période de flottement. »
« La structure ne remplissait plus son rôle et ne rendait plus de services aux entreprises », renchérit pour sa part Jean-Louis Maurizi, le président régional.
Une démarche soutenue par le président du Medef en personne, qui se félicite « de cette première AG très réussie ». Patrick Martin adressant pour l'occasion tous ses encouragements en promettant de rejoindre « dès que possible » la nouvelle équipe du Medef 84.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

Un président vauclusien en novembre ?

Concrètement, ce 'nouveau départ' prend la forme de la création d'une nouvelle entité baptisée Medef Vaucluse qui prend le relais de l'ancienne association UP-Medef 84 (Union patronale de Vaucluse) que les instances nationales ont donc 'débranché' de tous ses mandats comme l'Urssaf, la CPAM, la Caf, les prud'hommes…

« Désormais, nous allons veiller à ce que le Medef Vaucluse respecte bien les statuts et l'éthique du national », annonce fermement Bruno Arcadipane qui confirme « qu'en 30 ans de Medef, il n'avait jamais connu la création d'une nouvelle association comme on le fait ici. »

La nouvelle structure est donc maintenant dirigée par 12 administrateurs (voir encadré en fin d'article) ayant désigné Jean-Louis Maurizi, le président régional, pour assurer la présidence par intérim jusqu'à l'automne.

« D'ici là, le conseil d'administration sera porté à 40 membres et élira son président départemental en novembre », précise ce dernier.

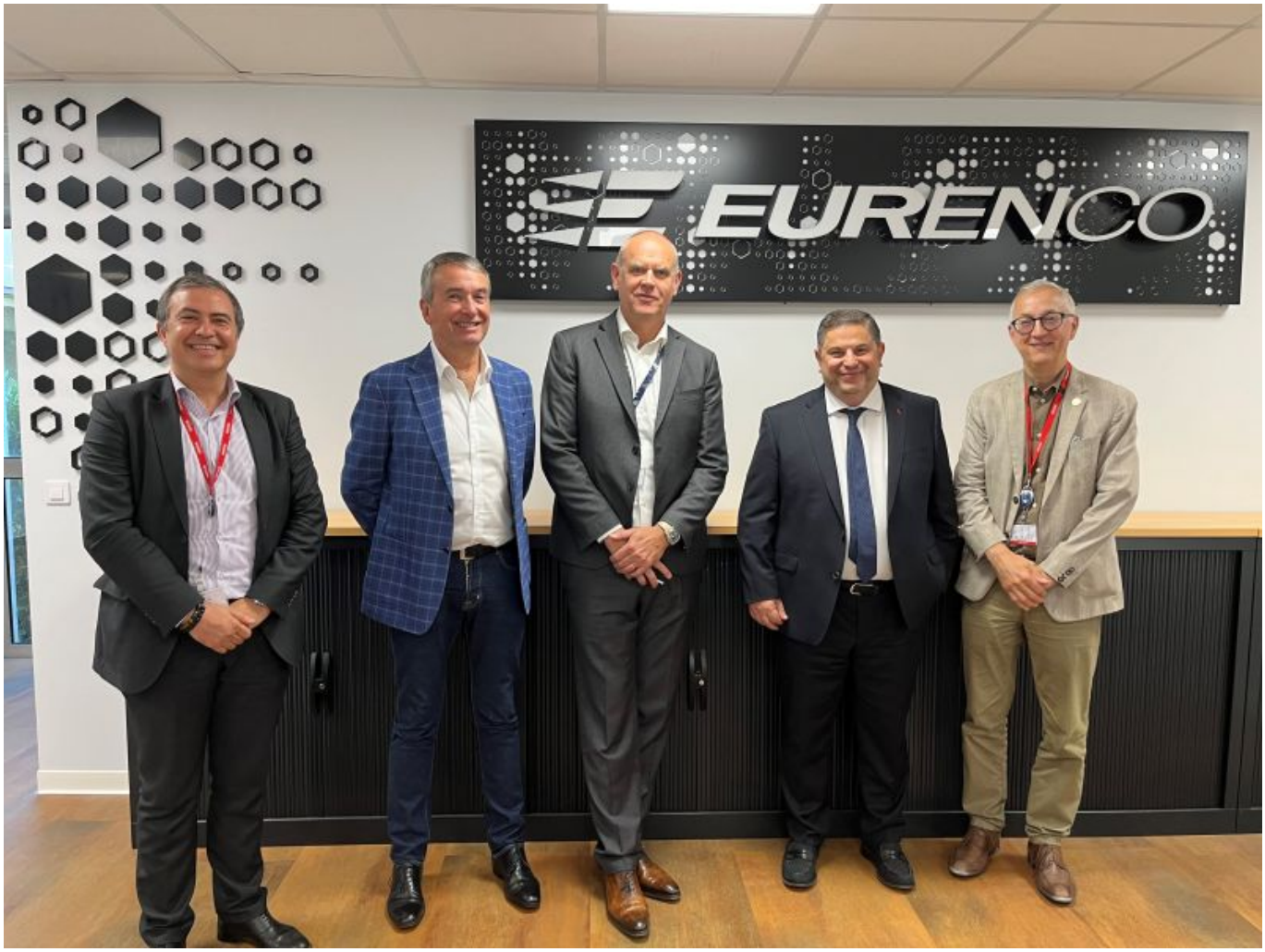
Sur la même longueur d'onde que la CCI 84

Dans le même temps, la nouvelle équipe du Medef Vaucluse a tenu à souligner sa parfaite entente avec l'équipe actuelle de la CCI de Vaucluse qui a pourtant battu la liste de l'UP-Medef lors des élections consulaires de 2021.

Son président, Gilbert Marcelli, et son directeur général, Tomas Redondo étaient d'ailleurs présents lors l'assemblée générale. Preuve de ce rapprochement : c'est aussi avec eux que les membres de la délégation nationale du Medef ont ensuite visité les entreprises Agis dans la zone de Courtine à Avignon et Eurenco à Sorgues (voir photo).

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026



Outre GSE, la délégation nationale du Medef a aussi visité deux autres pépites de l'économie vauclusenne. L'avignonnais Agis et le sorguais Eurenco (photo ci-dessous) en compagnie d'une délégation de la CCI.

Faire entendre une seule voix pour le patronnat

Autre signe d'un changement de cap, la volonté du Medef de renouer avec la CPME. En effet, face à un Medef 84 aux abonnés absents, le dynamisme de la CPME de Vaucluse lui a permis de rallier près d'un millier d'adhérents directs. L'atonie des uns et la réussite des autres ayant débouchés sur des rapports tendus, depuis de nombreuses années, entre les deux organisations patronales dans le département.

> « A l'image des rapports que le Medef entretient avec le CPME au niveau national, le Vaucluse retrouvera un niveau de dialogue et de relation normal avec la CPME »
>
> *Bruno Arcadipane, 1er vice-président du Medef national*

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 4 novembre 2026

« A l'image des rapports que le Medef entretient avec le CPME au niveau national, le Vaucluse retrouvera un niveau de dialogue et de relation normal avec la CPME », annonce Bruno Arcadipane qui ne semble pas effrayé à l'idée de relever ce défi.
« Je suis le garant d'une cohérence paritaire à la tête d'Action logement qui, avec 1 100 000 logements destinés aux salariés est la plus grosse foncière de France. A ce titre, je veille à faire dialoguer dans l'équilibre et la sérénité 7 organismes patronaux et syndicaux. J'ai donc une certaine expérience de la concertation », confie-t-il.

« La CPME est un partenaire. C'est une nécessité si l'on veut faire entendre la voix du monde économique. Les enjeux sont trop importants, surtout dans la période d'incertitude actuelle. »

Le nouveau conseil d'administration du MEDEF Vaucluse :
– Jean-Louis Maurizi (président par intérim),
– Bruno Arcadipane,
– Jean-Luc Monteil,
– Olivier Tarrazi,
– Christophe Guignes – U Proximité France,
– Isabelle Guth – Metafrance distribution,
– Sébastien Quiminal – Enedis Vaucluse.
Les représentants des fédérations professionnelles :
– Patrick Arakelian (FEP sud-est),
– Jonathan Le Corronc-Clady – FNAIM 84,
– Jérôme Mouret – FNTV84,
– Gilles Mezari – Numeum,
– Denis Morandeau – AGEA.